



Du côté des syndicats: «inquiétudes» et «agacement»

« Une rentrée sous le signe d'une forte inquiétude. » C'est en ces termes que le SNES-FSU a présenté la rentrée scolaire 2017 lors d'une conférence de presse, jeudi 31 août. Inquiétudes, d'abord, face à « l'avalanche de mesures allant dans le sens de l'austérité » concernant les fonctionnaires (gel du point d'indice, rétablissement du jour de carence, hausse de la CSG). « Un sujet sur lequel on a l'intention de hausser le ton », assure le syndicat. De même, il recevrait comme une « trahison » un report du PPCR, le protocole « parcours professionnels, carrières et rémunérations », adopté par le gouvernement précédent. Autre sujet d'inquiétude chez le syndicat majoritaire des enseignants du secondaire: « l'autonomie des établissements que le ministre souhaite renforcer », a déclaré Frédérique Rolet, secrétaire générale, avec le risque de « mise en concurrence » des collèges et lycées entre eux et d'« accroissement des inégalités ». Inquiétudes, enfin, sur les « silences » du ministre qui « ne semble pas s'attaquer » aux questions « majeures » du recrutement, de la formation initiale et continue des enseignants et de la mixité sociale. S'agissant des conditions de la rentrée, le SNES alerte sur la hausse des effectifs, qui se concentre sur deux niveaux: la 6^e (+ 26 000 élèves) et la terminale (+ 36 000), sous l'effet de la démographie, conjuguée au droit au redoublement après un échec au baccalauréat. Par ailleurs, plusieurs sections académiques ont déposé des préavis de grève pour couvrir les éventuels mouvements de contestation quant à la suppression d'emplois aidés auxquels les établissements ont recours pour assurer des fonctions de sur-

■ ■ ■ veillance. Autre syndicat, même mécontentement: « C'est une rentrée sous tension. Tension avant tout politique, créée par le ministre lui-même », a, pour sa part, affirmé Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-UNSA, lors d'une conférence de presse, le 30 août. Selon lui, « le ministre veut créer la rupture » et « l'agacement gagne » parmi les enseignants, causé notamment par son « caporalisme pédagogique ». Dressant la liste des sujets de préoccupation, le secrétaire général se dit « inquiet des effets contre-productifs » des évaluations en CP, et « attend des réponses politiques » au sujet de la mise en œuvre du PPCR. Concernant le dédoublement des CP en REP+, le SE-UNSA estime qu'il « se fera au prix de la disparition programmée du Plus de maîtres que de classes ». Quant à l'assouplissement des rythmes scolaires, le syndicat explore « une baisse des activités périscolaires » et craint que certains parents ne soient pas au courant des changements.